



# HOMOSEXUALITÉS ET SOCIALISME

RÉFLEXION SOCIALISTE SUR LES QUESTIONS LESBIENNES, GAIES, BI ET TRANS

## NEWSLETTER N° 12 décembre 2005

### Édito

*Bonjour à toutes et tous,*

La période du Congrès du Parti socialiste s'est terminée ce week-end à La Défense avec l'image d'un grand rassemblement des socialistes français. Nous connaissons maintenant nos interlocuteurs pour les années à venir notamment au niveau du secrétariat national et de la commission du projet. Notre réunion plénière du 10 décembre prochain sera l'occasion de faire un point sur les actions à venir en direction du PS afin que les thématiques LGBT continuent d'être prises en compte dans le cadre du projet socialiste pour 2007.

La présence d'HES au Mans a été marquée par un café politique organisé par Patrick et qui a réuni plus de 50 personnes – militants associatifs et politiques – autour d'Annick Lepetit, porte-parole du PS et députée de Paris et Charlotte Brun, conseillère régionale et ancienne présidente du MJS. Notre stand a connu une affluence soutenue et les bénévoles de l'association – que je remercie pour leur disponibilité – ont pu répondre aux nombreuses interrogations des congressistes sur des sujets aussi divers que le mariage, l'adoption, la lutte contre les discriminations ou les questions trans. Enfin, en ce qui concerne les débats du Mans, nous pouvons saluer l'intervention de Patrick Bloche qui a été le seul intervenant à la tribune à mentionner la nécessité d'avancer vers l'égalité des droits. Par ailleurs, HES a proposé à la commission des résolutions un texte reprenant nos principales revendications, mais celui-ci n'a pu être discuté. Nous le regrettons, tout en sachant bien que l'agenda de cette « nuit des résolutions » ne laissait que peu de places à de telles initiatives.

L'actualité nous a amenés à rendre un hommage à Pierre Seel, déporté et militant homosexuel, qui nous a quittés vendredi 25 novembre. Son action et celle de l'association Mémorial de la Déportation Homosexuelle (MDH) ont permis une reconnaissance complète par l'État français de la déportation des homosexuels pendant la seconde guerre mondiale.

La Journée mondiale de lutte contre le sida aura lieu ce jeudi 1<sup>er</sup> décembre. À Paris, HES participera à la traditionnelle Marche interassociative qui partira du Parvis de Beaubourg à 18 h 30. Nous vous donnons rendez-vous dès 18 h 15 à côté du Café Beaubourg. Cette marche sera l'occasion de faire un bilan sans concessions de l'initiative « Sida, Grande cause 2005 ».

## AGENDA

### RÉUNIONS PLÉNIÈRES

**samedi 10 décembre,  
14 heures**

au local de la section du XX<sup>e</sup>,  
10 rue du Cambodge, Paris 20<sup>e</sup>  
(métro Gambetta) à 14 heures

**samedi 14 janvier 2006**

à Toulouse

**samedi 11 février 2006**

à Nantes

### COMMISSIONS

**lundi 19 décembre,**

première réunion de la  
commission « Grand âge »

### REPAS CONVIVIAL

**mercredi 7 décembre,**

puis 4 janvier,  
à partir de 20 h 30,

au Brin de Folie, 13 rue de  
la Folie Méricourt, Paris 11<sup>e</sup>  
(métro St Ambroise)

Merci de réserver auprès de  
secretaire@hes-france.org

### MARCHE CONTRE LE SIDA

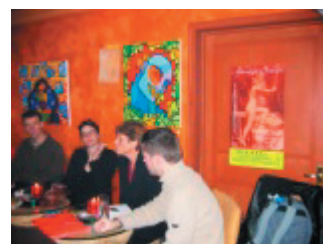
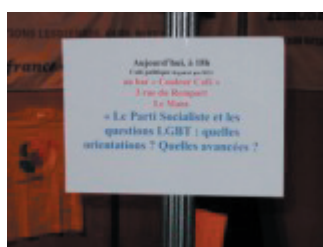
**jeudi 1<sup>er</sup> décembre,** depuis le  
centre Pompidou, à Beaubourg  
départ 18 h 30 vers Opéra  
rendez-vous 18 h 15 près du  
café Beaubourg

La vigilance européenne face à l'homophobie en Pologne ne baisse pas la garde ; ainsi, Adeline Hazan, en tant que députée socialiste au Parlement européen, a écrit au commissaire européen, Franco Frattini, afin de l'alerter sur la situation dans ce pays. Vous trouverez son courrier ci-dessous.

Au cours de ce mois de décembre, nous nous retrouverons donc le jeudi 1<sup>er</sup> pour la Marche contre le Sida, le mercredi 7 pour notre repas mensuel (réserver auprès de [secretaire@hes-france.org](mailto:secretaire@hes-france.org)), le samedi 10 pour notre réunion plénière et le lundi 19 pour notre première réunion de commission « Grand âge » (plus d'informations dans l'agenda de cette newsletter).

Au plaisir de vous revoir lors de ces différentes occasions, je vous souhaite une bonne lecture de cette douzième newsletter.

Alexandre CARELLE  
Président D'HES



## Communiqué de presse du 25 novembre 2005 Décès de Pierre Seel

Homosexualités Et Socialisme (HES) apprend avec tristesse et émotion la mort de Pierre Seel, ancien déporté et militant homosexuel.

Agé de 82 ans, Pierre Seel s'est éteint ce vendredi 25 novembre. Il avait, aux côtés de l'association « Mémorial de la déportation homosexuelle », combattu toute sa vie pour la reconnaissance par les autorités françaises de la déportation des homosexuels durant la seconde guerre mondiale.

HES se souvient qu'en avril 2001, le Premier ministre, Lionel Jospin, avait été le premier à reconnaître au nom de la France la déportation des homosexuels sous le gouvernement de Vichy, lors d'un discours prononcé à l'occasion de la journée du souvenir de la déportation. Depuis cette date, les cérémonies parisiennes de cette journée du souvenir ont régulièrement mentionné l'ensemble des victimes des déportations nazies.

HES présente toutes ses condoléances à la famille et aux amis de Pierre Seel.

# Projet de résolution proposé par HES au congrès du Mans

La défense des droits humains est un élément constitutif de l'identité socialiste. Attaché au principe républicain d'égalité, le Parti socialiste veut répondre aux attentes de toutes les Françaises et de tous les Français, quelle que soit leur orientation sexuelle ou leur identité de genre, afin que chacun bénéficie d'un accès complet à la citoyenneté. C'est dans cette optique que les socialistes, réunis en Congrès au Mans, réaffirment leur attachement à l'égalité des droits en faveur des personnes lesbiennes, gaies, bi et trans. Cet engagement doit se traduire par des actions concrètes, notamment en ce qui concerne la lutte contre toutes les discriminations, l'amélioration du PACS, l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe.

Au moment où les gouvernements socialistes européens légifèrent en faveur de l'égalité des droits, au moment où le gouvernement et la majorité parlementaire, en France, hésitent entre promesses sans lendemains et retour à une forme assumée d'ordre moral, nous, Socialistes, au pouvoir comme dans l'opposition, assurons les Françaises et les Français que nous utiliserons tous les outils à notre disposition afin d'établir, enfin, une véritable égalité des droits.

## Communiqué de presse du 26 novembre 2005 Bilan « Sida Grande cause 2005 » : l'inaction coupable du gouvernement !

Homosexualités Et Socialisme (HES) dresse un bilan désastreux de l'initiative « Sida, Grande cause nationale 2005 » à quelques jours de la journée mondiale de lutte contre le sida du 1er décembre prochain.

À l'occasion des 10e états généraux de l'association « Élus locaux contre le Sida », le ministre de la Santé, Xavier Bertrand, s'est dit « inquiet » de la recrudescence de la transmission du virus du sida en France. En effet, plus de 7 000 personnes ont découvert leur séropositivité en 2004 amenant ainsi le nombre de personnes séropositives à 100 000 environ.

Près d'un an après le lancement de « Sida, grande cause 2005 », force est de constater que cette initiative se résume à une simple opération de communication. HES déplore en effet que le ministre se contente d'exprimer son inquiétude face à la recrudescence de l'épidémie de sida, alors que son action a été quasi-inexistante et ce malgré les nombreuses alertes des associations de lutte contre le sida.

Même Jean-Luc Roméro, conseiller régional UMP d'IdF et président de « Sida, Grande Cause 2005 », a regretté que depuis son arrivée à Matignon Dominique de Villepin n'ait « pas pris une seule initiative pour témoigner son soutien aux malades, aux associations et aux médecins qui se battent sans relâche contre cette pandémie ». Devant un bilan aussi médiocre, il sera difficile à M. Roméro de continuer à expliquer que la droite est réellement décidée à agir contre le sida.

En effet, HES constate amèrement que rien n'a été mis en œuvre pour renforcer l'effort de recherche et améliorer l'accès aux soins, pour promouvoir une vraie politique de dépistage et appuyer des actions de prévention ciblées, et même pour appliquer dans les lycées et les universités les circulaires datant du gouvernement Jospin. Le gouvernement n'a pas davantage établi de stratégie à l'échelle de ce fléau mondial, que ce soit pour aborder la situation difficile des DOM-TOM, pour défendre l'accès des pays les plus pauvres aux médicaments génériques, ou pour que la contribution de la France au Fonds mondial contre le sida et le paludisme — insuffisante selon l'Unicef et l'OMS — soit réévaluée.

À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida, le 1er décembre prochain, HES manifesterà à Paris avec les associations afin que les Françaises et les Français se mobilisent face à l'épidémie.

### LE BUREAU D'HES

**Président :** Alexandre Carelle,  
president@hes-france.org

#### **Vice-président-e-s :**

*aux élus :* Véronique Avril,  
elus@hes-france.org

*aux associations et aux  
collectivités locales :*

Patrick Badard,  
assoc-lgbt@hes-france.org

*aux questions européennes :*  
Gilles Bon-Maury,  
europe@hes-france.org

**Secrétaire :** Manuela  
Delahaye,  
secretaire@hes-france.org

**Trésorier :** Laurent Chéno,  
tresorier@hes-france.org

### NOUS CONTACTER

#### **Fax et boîte vocale**

01 53 01 28 36

#### **Adresse postale**

HES c/o AGECA  
177 rue de Charonne  
75011 Paris

#### **Sites Internet**

www.hes-france.org  
forum.hes-france.org  
newsletter.hes-france.org

# La lettre d'Adeline Hazan à Franco Frattini

N/Réf. : AH/LB/05-47

Monsieur Franco FRATTINI  
Vice-Président de la Commission européenne  
Commissaire européen chargé de l'Espace de  
Liberté, Sécurité, Justice

Bruxelles, le 28 novembre 2005

Objet : situation des droits de l'homme en Pologne

Monsieur le Vice-président,

En tant que députée européenne, membre de la commission des Libertés civiles, de la Justice et des affaires intérieures du Parlement européen, je tenais à vous faire part de ma grande préoccupation concernant le respect des droits fondamentaux en Pologne depuis la nomination d'un gouvernement de centre droit et de son Premier Ministre, Kazimierz Marcinkiewicz.

Les propos tenus par Monsieur Marcinkiewicz, ainsi que par d'autres membres de ce gouvernement, sont particulièrement inquiétants et ont déjà eu des conséquences directes sur les droits des homosexuels dans ce pays, pourtant membre de l'Union européenne.

Les faits sont graves : le 20 novembre dernier, une Marche pacifique pour l'Egalité, organisée par des associations LGBT à Poznan, a été interdite sans motif sérieux. Certains manifestants vont même être poursuivis en justice et risquent de lourdes peines, voire l'emprisonnement (jusqu'à 1.250 euros d'amende et un mois d'emprisonnement). Il s'agit ici d'une violation manifeste de l'article 21 de la Charte européenne des droits fondamentaux sur la non-discrimination.

De même, plusieurs ONG nous ont alertées sur le fait qu'une exposition de photographies hostile à l'avortement, interdite au Parlement européen le 15 novembre dernier du fait de son caractère intolérable (assimilant l'avortement à la Shoah), se tient désormais librement à l'Assemblée nationale polonaise. Cette exposition devrait même être présentée dans d'autres lieux publics, jusque dans des écoles primaires. Il semble que nous soyons ici bien loin des principes retenus dans cette même Charte et son préambule, selon lequel «l'Union se fonde sur les valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité ; elle repose sur le principe de démocratie et le principe d'Etat de droit. Elle place la personne au cœur de son action».

L'Union européenne se doit de réagir face à cette situation qui met en péril l'intégrité de l'Europe toute entière et des valeurs auxquelles le peuple européen adhère. Le silence de la Commission européenne équivaldrait à un assentiment sur les faits qui se déroulent aujourd'hui en Pologne, ce qui me paraît inacceptable.

En tant que commissaire européen chargé de l'Espace de Liberté, Sécurité, Justice, vous devez donc clairement vous engager pour faire cesser ces atteintes quotidiennes aux droits fondamentaux des citoyens européens en Pologne.

Dans l'attente, je vous prie de croire, Monsieur le Vice-président, en l'expression de ma considération distinguée.

Adeline HAZAN